

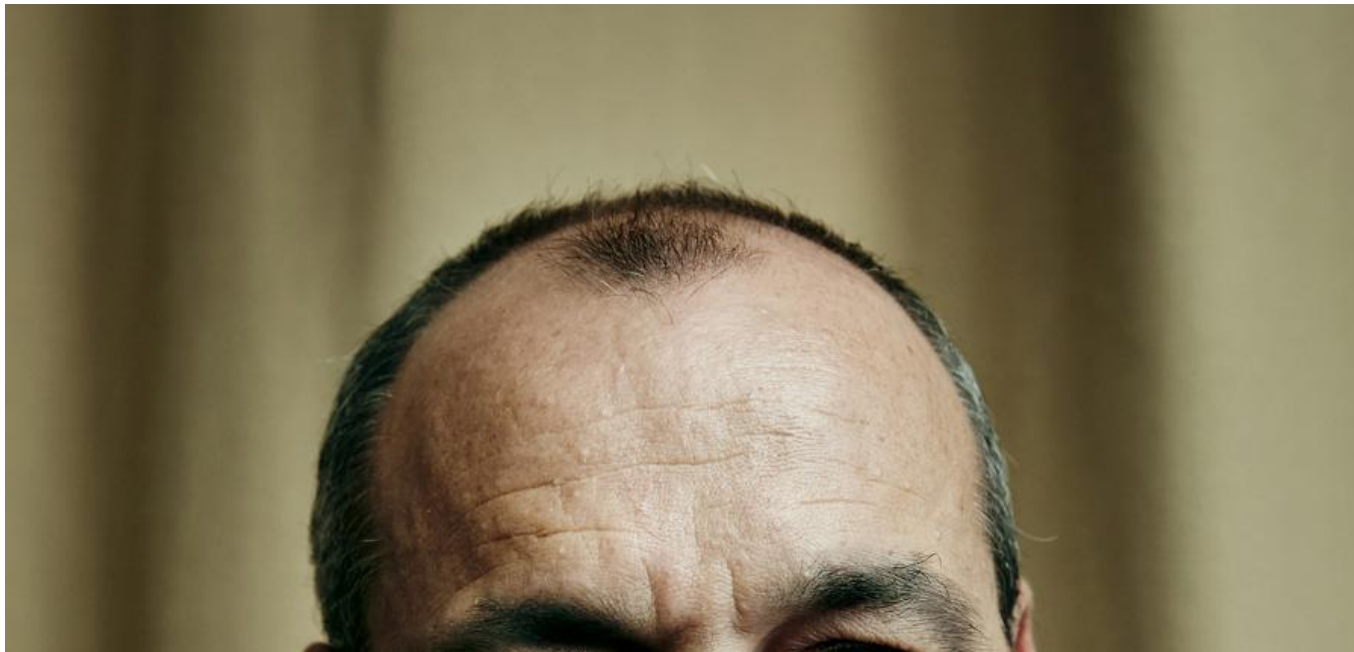
Libération - jeudi 7 juillet 2022

Evénement

Laurent Berger : «Annoncer à la rentrée le report du départ à la retraite, c'est le chaos social»

Si le secrétaire général de la CFDT veut croire à la méthode de concertation promise par Macron, le maintien de certaines réformes dans un contexte de paupérisation le met vent debout.

Recueilli par Amandine Cailhol,, Nina Jackowski et Anne-Sophie, Lechevallier, Photo Iorgis Matyassy





Le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, mardi à Paris.

Le discours de politique générale d'Elisabeth Borne a éclairci un point. Si elle ne s'est traduite pour l'instant par aucun acte, la nouvelle méthode de concertation promise par Emmanuel Macron au lendemain de sa réélection serait toujours d'actualité. Même si, en plus d'une heure,

la Première ministre n'a cité qu'une fois les «*partenaires sociaux*». Et ce au moment d'évoquer la future réforme des retraites qui n'a donc pas été abandonnée, contrairement au souhait de tous les syndicats de salariés. Laurent Berger, le secrétaire général de la première organisation de France, veut toutefois croire au changement de méthode annoncé pour avancer sur le sujet qui lui paraît central aujourd'hui, le travail. A la tête de la CFDT depuis 2002, il vient d'être réélu pour un nouveau mandat qu'il interrompra au bout de deux ans, a-t-il déjà prévenu. Pour l'heure, si les conflits sociaux se multiplient pour obtenir des revalorisations salariales au moins à la hauteur du taux d'inflation qui ne cesse de grimper, que les débats commencent dans une Assemblée reconfigurée sur la question du pouvoir d'achat, Berger plaide pour une meilleure répartition de la richesse et une attention particulière pour les plus précaires.

«Je veux qu'ensemble nous redonnions un sens au mot "compromis" [...]. Le compromis, ce n'est pas se compromettre. C'est accepter de faire un pas vers l'autre», a déclaré Borne dans son discours de politique générale. Qu'est-ce que cela vous inspire ?

Ce n'est pas moi qui vais critiquer la mise en avant du compromis. La Première ministre a raison car, dans une démocratie, la recherche du compromis fait avancer. La CFDT s'est toujours inscrite dans la démarche de compromis respectueuse des différents acteurs. Alors, chiche !

Certains ont rêvé de faire de vous un Premier ministre ou un ministre du Travail. Si tel était le cas, quelles seraient vos priorités ?

Ce n'est pas mon boulot, je ne me projette pas ! Mais je peux vous dire les priorités de la CFDT. En cette période, il s'agit de répondre aux problèmes concrets traversés par les travailleurs, la

question du salaire et du pouvoir d'achat, celle du travail, de ses conditions et de son organisation, et celle de l'emploi, sur sa qualité en particulier. Et il faut accélérer sur les questions de plus long terme. Comment inscrit-on le modèle productif dans la transition écologique ? Nous nous inquiétons aussi pour notre système de service public, l'hôpital et la santé, bien sûr, mais aussi l'éducation. Il est nécessaire d'investir dans notre modèle social pour réduire les inégalités. C'est cela la priorité, pas d'aller coller des rustines !

Emmanuel Macron a promis une nouvelle méthode. En décelez-vous des signes ?

Un rendez-vous avait été fixé, le Conseil national de la refondation, peu importe le nom, pour avoir du temps de discussion, de concertation avec la société civile pour se fixer des agendas et potentiellement aboutir à des avancées sur les sujets. On nous a dit que ce ne serait pas une instance de plus, mais une méthode de concertation ouverte avec toutes les personnes concernées par un sujet. Nous étions plutôt satisfaits. Il y avait même une date, mais tout ça a été bouleversé par l'agenda politique.

Pour l'instant, rien n'a donc changé ?

Non, mais il faut être juste. Nous sommes dans un moment politique et ce n'est pas illogique. J'invite le Président et la Première ministre à ne pas renoncer à une volonté de prise en compte plus importante de la société civile. Car le compromis que tout le monde appelle de ses vœux à l'Assemblée sera également nécessaire dans la société.

La nouvelle configuration de l'Assemblée donne-t-elle plus d'espoir que cette promesse soit tenue ?

Je n'ai guère compris l'affolement qui se manifestait. Que la représentation nationale soit à l'image de l'opinion politique des citoyens, c'est d'une banalité rare en Europe. Cela ne me réjouit pas du tout que 91 députés de l'extrême droite siègent à l'Assemblée, mais les citoyens ont décidé en leur âme et conscience. Cette situation politique avec une absence de majorité s'impose. Elle s'impose non pas pour essayer d'installer un jeu politique pour refaire les élections en permanence, mais pour trouver des solutions. Le rôle des députés, c'est maintenant de répondre aux situations concrètes du pays. Ils sont tous légitimes, mais nous ne voulons pas parler à 91 d'entre eux car nous combattons leur idéologie mortifère.

La première mise en pratique, ce sera le «paquet pouvoir d'achat» présenté jeudi en Conseil des ministres. Qu'en pensez-vous ?

Tout le projet n'est pas encore connu. L'aide pour les travailleurs contraints de prendre leur voiture est une bonne nouvelle. Nous la réclamions. Pour les travailleurs avec des rémunérations modestes, la situation était intenable. Plutôt que d'arroser le sable, de financer 18 centimes du litre pour tout le monde, il y a besoin de mesures ciblées. Sur le logement, il faut des efforts bien plus importants. Nous voulons que tout le monde puisse vivre avec au minimum 60 % du salaire médian, donc il faut revaloriser plus fortement les minima sociaux. D'autres éléments dans les projets de loi aident à vivre un peu mieux, comme le chèque alimentation. Je ne dis pas que c'est l'alpha et l'oméga, mais il ne faut jamais avoir connu d'emmerdes pour considérer que d'avoir 100 euros, c'est négligeable.

Le gouvernement encourage les entreprises à distribuer des primes en triplant le plafond de celle dite Macron. Que vous inspire cette approche ?

Elle n'a été utilisée que pour 2 à 3 millions de salariés pour 500 euros en moyenne. Le syndicaliste que je suis ne va pas dire qu'une prime de 500 euros, c'est du vent. Mais l'action publique doit prendre ses responsabilités pour imposer aux employeurs une plus juste évolution des salaires. Si le smic augmente de 2 % en août, 156 des 171 branches auront des échelons en dessous du salaire minimum. Il faudrait donner trois mois aux branches pour se conformer, faute de quoi les aides publiques sur les bas salaires seraient suspendues. Cette conditionnalité s'appliquerait aux allègements de cotisations jusqu'à 1,6 fois le smic.

Que la macronie accepte un tel dispositif, ce serait une grande nouvelle...

La situation est exceptionnelle et s'enfermer dans des dogmes est mortifère. J'en compte deux : le premier est de penser qu'on ne peut pas demander de contreparties aux entreprises aidées. C'est idiot. Le deuxième, qu'on ne peut pas augmenter les prélèvements obligatoires, notamment pour les plus riches. Si la situation perdure, une contribution exceptionnelle sera nécessaire.

Vous plaidez pour une taxation des entreprises qui réalisent des profits très importants...

Aux entreprises qui gagnent beaucoup d'argent, il faut imposer une meilleure répartition de la richesse. Les autres, il faut les aider à mettre en place des mécanismes d'augmentation salariale pour faire face à l'inflation, couplés éventuellement à des primes. Nous n'aimons pas les primes défiscalisées car elles ne créent aucun droit, mais ce serait hypocrite de laisser croire que les équipes syndicales ne les réclament pas.

Quel niveau de taxe sur les entreprises et les plus gros revenus proposez-vous ?

La position que porte la CFDT est connue : un impôt sur le revenu plus progressif que des impôts indirects, des revenus du capital taxés au même niveau que les revenus du travail. Mais aussi une tranche d'impôt supplémentaire pour les très hauts revenus. Il faut que ce soit plus que l'ISF qui ne rapporte pas assez. Enfin, il faut taxer la transmission du patrimoine dès le premier euro. Non pas pour financer l'inflation, mais la perte d'autonomie, les politiques publiques, l'éducation et la santé.

Dans cette loi, on trouve aussi la revalorisation du point d'indice des fonctionnaires à 3,5 %. La CFDT ne l'a pas dénoncée, pourquoi ?

Une hausse des salaires ne se dénonce pas. On s'est battu pour le dégel du point d'indice, pour des revalorisations des catégories B, personne n'en parle. Oui, on aurait souhaité plus. On a essayé de pousser à 5 %. On va continuer à se battre, notamment sur les déroulements de carrière.

Autre dossier : la réforme des retraites que la Première ministre a considérée comme «*indispensable*» à l'Assemblée...

Cette réforme n'aurait aucun sens dans cette période. La situation économique et sociale est très tendue, en lien avec la situation géopolitique. On peut dire ce qu'on veut, mais tout n'est pas la faute d'Emmanuel Macron. L'inflation va continuer d'affecter les Français. Il existe des difficultés d'approvisionnement, un ralentissement de l'économie, une paupérisation d'une partie de la société, des besoins d'investissements croissants dans les services publics, la question énergétique, le besoin de s'inscrire dans la transition écologique... Chez les travailleurs, l'inquiétude domine. Si vous rajoutez à ça l'idée de lancer une réforme des retraites, c'est intenable. Annoncer à la rentrée le report de l'âge légal du départ à la retraite,

c'est le chaos social. Il serait dingue de croire à un débat serein sur les retraites. On sera vent debout.

Lors du congrès de la CFDT, les militants ont supprimé la référence à l'évolution de la durée de cotisation en fonction de l'espérance de vie inscrite dans le texte de résolution... Le sujet est-il sensible ?

La CFDT a toujours dit que le plus juste, c'est de faire varier la durée de cotisation. Mais les militants n'ont pas voulu l'inscrire ainsi dans le texte, car ils ne voulaient pas que cela soit entendu comme une revendication. Cela prouve une chose : la question de la confiance à l'égard du gouvernement, sur ce point-là, est posée. Y compris à la CFDT.

La CFDT sera donc opposée à toute augmentation du nombre de trimestres nécessaires ?

Pour la CFDT, rien ne justifie aujourd'hui une réforme des retraites dans un système pas loin d'être à l'équilibre. Pour nous, il faut jouer sur le maintien dans l'emploi et la durée de carrière pleine. Or actuellement, on licencie en fin de carrière, on fait des arrangements pour se séparer des seniors, des salariés se retrouvent en invalidité car ils ne peuvent pas aller jusqu'au bout de leur carrière.

Un autre dossier devait vous occuper fin juin : une nouvelle réforme de l'assurance chômage promise par Macron alors qu'il était candidat à sa réélection. Mais le dossier semble renvoyé à plus tard...

Là aussi, ce n'est pas le moment. Et on ne veut pas d'une lettre de cadrage qui nous contraindrait à faire des économies ou je ne sais quoi. Il faut d'abord discuter de la

gouvernance de l'assurance chômage. On ne veut plus d'un système où les marges de manœuvre laissées aux partenaires sociaux pour fixer les règles sont trop réduites.

Les patrons ont-ils raison quand ils disent qu'ils ne trouvent pas de salariés parce que les gens ne veulent pas travailler ?

Non ! Il existe d'abord un problème d'attractivité pour certains métiers, parfois lié aux salaires, aux conditions de travail et à son organisation. Dans d'autres endroits, on manque de gens formés, on a trop peu investi dans les compétences. Chez les jeunes, notamment, le rapport au travail a bougé. Ils veulent travailler mieux en étant considérés et respectés. Après deux années de confinement et de télétravail, il faut réinterroger la définition du travail, le sens du travail.

Malgré les pénuries de main-d'œuvre, les employeurs ne se pressent pas pour améliorer les conditions de travail...

C'est pour cela que l'on veut cette réflexion sur le travail : ce n'est pas qu'une question de conditions de travail mais aussi d'émancipation. Ce qui est horrible, c'est de travailler et d'avoir l'impression qu'on laisse son cerveau au vestiaire. Les salariés ont besoin d'avoir prise sur leur travail, de pouvoir peser dessus, de considération.

Mais lorsque les questions de pouvoir d'achat sont si fortes, est-ce l'émancipation que cherchent en priorité les salariés ?

Ce n'est pas qu'une question de salaires : certains grands groupes paient très bien, proposent des avantages sociaux très intéressants, mais les jeunes ne veulent pas y aller pour des questions de sens et de reconnaissance. Les salariés ont besoin de ça. Le travail est important

- je ne crois pas qu'il s'agisse d'une valeur, mais c'est central dans la vie des gens -, or ils le vivent aujourd'hui comme un truc où il faut en baver.

Concrètement, que faire pour redonner ce sens au travail ?

Pour la CFDT, il faut une obligation de dialogue professionnel, que les salariés aient une capacité d'intervention sur le travail, que son organisation soit obligatoirement négociée dans les entreprises, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. A la rentrée, la question du pouvoir d'achat et des salaires se posera, il y a d'ailleurs beaucoup de conflictualité dans les entreprises. Mais on serait bien inspiré aussi de se mettre autour de la table sur tous ces sujets «travail».